

VERSION

Die deutsche Einheit setze ich als bekannt voraus. Aber wie gehen wir mit der Einheit um? Welches Bild machen wir uns von ihr? Welche Erwartungen richten wir an sie? Die Fragen sind es wert, immer wieder neu geprüft zu werden.

Vor acht Jahren ist uns die Antwort leicht gefallen. Die allermeisten von uns empfanden Freude, Dankbarkeit, Stolz und Zuversicht. Freude darüber, dass unser Land nicht länger durch Mauer, Stacheldraht und Minenfelder zerrissen war, und dass die Menschen endlich frei zueinander kommen konnten. Dankbarkeit dafür, dass so viele befreundete Nationen uns auf dem Weg zur Einheit halfen und dass sich die ganze Welt mit uns freute und uns Glück wünschte. Stolz darauf, wie mutig, klug und friedfertig die Menschen in Ostdeutschland ihren Willen zur Freiheit durchgesetzt hatten. Und Zuversicht, dass wir das gemeinsame Haus nun schöner und besser aufbauen würden als je zuvor.

Für diese Zuversicht gab es gute Argumente. Zunächst einmal wirtschaftliche: Ob Marktwirtschaft, ob Planwirtschaft, die Deutschen - nicht die Regierungen - die Bürger hatten bis 1990 nun wirklich bewiesen, daß sie aus den jeweils gegebenen Umständen das Beste zu machen verstanden. Und gute politische Argumente auch: Im Westen ein in Jahrzehnten gewachsenes Vertrauen in die Leistung der demokratischen Institutionen, im Osten das Selbstbewusstsein des erfolgreichen politischen Umsturzes. Das ergab zusammen die Überzeugung: " Wir können die Dinge zum Besseren wenden. Wir schaffen es gemeinsam."

Betrachten wir unbefangen, was seit dem Tag der Wiedervereinigung geleistet wurde, dann erkennen wir, dass es gute Gründe für eine hoffnungsvolle Zukunft gibt.

Auszug aus der Rede des Bundespräsidenten
zum Tag der deutschen Einheit am 3.10.98

N.B. : On ne traduira pas la référence

THÈME**Chez mon correspondant en Allemagne**

Il pleut.

Nous descendons du train, chacun vérifie qu'il n'a rien oublié, nous courons vers l'escalier pour rejoindre le hall de la gare.

Je repère Rolf au premier coup d'oeil mais je fais semblant de rien, j'attends comme les autres que la prof désigne ma famille. Rolf parle avec un garçon, il me cherche, je pense qu'il ne m'a pas encore vu, ou alors il fait comme moi, il attend.

Tout le monde a le trac*, certains crient et sautent dans tous les sens, d'autres se taisent et observent, les couples commencent à se former, Mme Ladurée, notre professeur d'allemand, est très concentrée sur le travail de répartition des petits Français dans les familles allemandes.

On appelle Rolf, on m'appelle, je ramasse ma valise et me dirige vers la main levée, il est plus grand que moi, il me regarde, prend ma valise et me fait signe de le suivre. Ses parents me serrent la main : « Bonjour Ernst** ! »

Nous quittons le hall. Mme Bauer, la maman de ma famille d'accueil, me fait de grands sourires. « Tu as fait bon voyage ? » J'ai compris et je m'engouffre à l'arrière de la Passat*** à côté de Rolf..

“Avant de rentrer à la maison, nous allons au supermarché pour faire des courses. As-tu compris ?” J'opine de la tête.

Denis Lachaud, J'apprends l'allemand,
Paris 1998, Actes Sud

* avoir le trac : Lampenfieber haben

** Ernst : prénom allemand pour le jeune Français

*** Passat : modèle de la marque Volkswagen

N.B. : On ne traduira pas le titre de l'oeuvre.

EXPRESSION ÉCRITE

Lire soigneusement le texte ci-dessous :

Révolution est-allemande et unité allemande: démocratie ou nation?

Depuis l'ouverture des frontières est-allemandes et les clameurs qui se firent très rapidement en faveur de l'unité, les intellectuels allemands n'ont cessé de s'interroger sur les ressorts mêmes de cette révolution et sur la nature de ce qu'elle engendra, l'Allemagne unie. Celle-ci concrétisait-elle une volonté nationale ou était-elle le fruit de ce que Jürgen Habermas appela "la révolution-rattrapage", d'une volonté de rattraper le bien-être économique et politique occidental? Pour la plupart des hommes politiques et intellectuels de droite mais aussi pour quelques sociaux-démocrates, comme Walter Momper, maire de Berlin, ou Manfred Stolpe, ministre-président de Berlin-Brandebourg, ou encore pour l'écrivain Martin Walser, la révolution fut un geste national qui célébra les retrouvailles de deux moitiés de peuple. Pour les intellectuels de gauche plus que de droite, à l'Ouest comme à l'Est, la révolution est-allemande semblait se faire au nom du *deutsche Mark* et des bananes, symboles d'une consommation qu'ils réprouvaient. Au ravissement de certains, emportés par la nation retrouvée, s'opposait le mépris des intellectuels des deux Allemagnes. Ce faisant, les uns et les autres commettaient une erreur d'analyse.

En effet, choix national et choix libéral se complétaient plutôt que de s'opposer. En réclamant officiellement l'unité dès l'ouverture du Mur, les Allemands de l'Est voulurent se raccrocher à l'Occident — comme ils avaient voulu, dès l'été 1989, rejoindre l'Ouest en décidant individuellement d'émigrer. Dans l'un et l'autre cas, il s'agissait de gagner la République fédérale, soit en ralliant son territoire, soit en obtenant que celui-ci s'étende à l'Allemagne orientale. Dans cette perspective, l'unité paraissait, d'une part, préférable à toute stratégie dont l'objectif aurait été de conserver la RDA tout en transformant le régime : alors que les premiers révolutionnaires, dissidents ou communistes réformateurs, ne surent proposer de vision ou de programmes clairs, elle semblait moins coûteuse qu'un *aggiornamento*.

Elle était, d'autre part, la somme de stratégies individuelles plus qu'un acte collectif autrement dit national : aux immigrants qui, à partir de l'été 1989, gagnèrent l'Ouest, à ceux qui, dès l'automne, réclamèrent l'unité, la République fédérale offrait ou paraissait offrir des services que la RDA n'avait jamais su fournir, l'intégration par exemple. En accordant la nationalité ouest-allemande aux Allemands de l'Est, immigrants ou citoyens d'une Allemagne réunifiée, la République fédérale semblait tout aussi bien promettre l'intégration économique et sociale.

Par là même, celle-ci semblait cependant passer par la constitution d'un ensemble national et par l'octroi d'une sorte de préférence nationale : selon le mot de Lothar de Maizière, premier et dernier chef de gouvernement élu de l'ancienne RDA, "l'unité, c'est le partage" (*Einheit durch Teilen*). Les objectifs personnels l'emportaient certainement sur toute conscience nationale, mais c'était l'unification nationale qui permettait l'extension d'un système, libéral et domestique, autrement dit l'obtention individuelle d'un confort matériel et immatériel. Ainsi la nation fut-elle instrumentalisée, outil de l'intégration des Allemands de l'Est au système ouest-allemand, promesse d'un avenir meilleur, symbole de biens désirables.

La nation, toutefois, n'était pas seulement un outil. Durant les quarante années de régime communiste, le rêve national tint lieu de vision politique, individuelle et collective. Sur le plan individuel, l'éventualité, fut-elle tenue, d'une réunification — qu'il se soit agi d'une réunification "personnelle", par l'immigration, ou d'un bouleversement géopolitique — réprimait toute dissension, toute volonté de transformer le régime d'un État peut-être condamné. Aussi bien la toute-présence de la République fédérale en RDA atomisait la société est-allemande. Produisant images, valeurs et normes, envahissant l'espace est-allemand, elle nourrissait certes culture et contre-culture, mais elle les étouffait aussi, rendant difficile la production de valeurs

La réunification allemande constitue pour la France un formidable défi. Depuis la guerre, la France a eu de la chance, beaucoup de chance. Grâce au général de Gaulle, à la Résistance et à la magnanimité des Anglo-Saxons, elle sut se trouver dans le club des vainqueurs et conserver ainsi son rang de grande puissance, sérieusement compromis par l'effondrement de 1940. Puis, grâce cette fois à la brutalité stalinienne et à la guerre froide, elle bénéficia, à ses côtés, d'une Allemagne à sa mesure. Enfin, si elle abandonna son empire avec moins d'habileté que la Grande-Bretagne, elle sut mieux en dominer le traumatisme, trouvant dans le projet européen un succédané à ses rêves de grandeur. D'autant que son statut de grande puissance lui donna longtemps un leadership incontestable face à une Allemagne culpabilisée par les crimes nazis et mutilée dans son territoire et sa souveraineté.

Ce temps — faut-il dire ce sursis historique? — touche à l'évidence à sa fin. Le géant économique allemand se métamorphose sous nos yeux en géant politique. L'Europe se décentre vers Berlin et Paris prend des airs de cité méridionale. L'avenir du continent se traite à Bonn, Moscou ou Washington. Paris est tout juste tenu "informé". Quand il l'est. La France en un mot épuise ses rentes de situation. Longtemps, la richesse naturelle du pays, sa situation géopolitique, l'héritage de sa grandeur passée ont donné aux Français la latitude de faire un peu moins d'efforts et un peu plus de bêtises que leurs voisins. Pour ces enfants gâtés de l'Histoire, l'heure de vérité est arrivée. Il leur faudra désormais mériter leur seul maintien au rang de puissance moyenne.

Mais pour l'Allemagne aussi, la réunification représente un colossal défi. Elle va devoir apprendre à gérer sa nouvelle puissance dans le moyen et le long terme, et ne pas se laisser fasciner et emporter par elle, comme elle le fit à deux reprises en moins d'un demi-siècle pour le malheur de ses voisins et le sien propre. Au lendemain de la guerre de 1870 et de la réalisation de l'unité allemande, Otto von Bismarck, qui, à sa façon, était un modéré, répétait à qui voulait l'entendre que le Reich était une puissance "saturée" et donc pacifique et conservatrice. "Notre unité une fois établie dans les limites possibles, mon idéal a toujours été de nous concilier la confiance des grandes puissances comme celle des puissances secondaires de l'Europe et j'ai cherché à leur prouver que la politique allemande ne voulait être que l'amie dévouée de la paix et de la justice, après avoir réparé l'injuria temporum, le morcellement de la nation." Quand, aujourd'hui, Hans Dietrich Genscher* proclame que l'Allemagne réunifiée respectera les frontières, toutes les frontières, restera fidèle à ses engagements européens et constituera la clef de la sécurité à l'Ouest comme à l'Est, il se place dans cette tradition bismarckienne. Mais Bismarck fut mis à la retraite par Guillaume II, désireux de se lancer dans la *Weltpolitik*. On connaît la suite... Espérons que l'Allemagne de demain saura en rester là et comprendre que ses intérêts à long terme lui dictent de ne pas abuser de sa puissance et de se soumettre aux règles d'une Europe de droit. Certes, celles-ci présentent pour les plus forts l'inconvénient de gommer en partie leur prééminence mais elle les protège aussi contre les tentations et les risques de la domination. Tout système de force finit toujours par susciter son contre-système.

Ce n'est pas faire injure aux Allemands ni sombrer dans un antigermanisme primaire que les mettre en garde contre ces tentations. Les excès de Louis XIV et les aventures napoléoniennes montrent amplement que la France, au temps de sa splendeur, n'a pas toujours su y résister.

Georges Valance
France-Allemagne - Le retour de Bismarck
Paris 1990, Flammarion

* Ministre des Affaires Etrangères de la R.F.A. de 1974 à 1992.

Répondre en ALLEMAND aux questions ci-dessous:

(200 mots environ pour chaque réponse).

- 1) Inwiefern hat, dem Verfasser nach, die Einigung Deutschlands 1990 die Lage in Europa entscheidend verändert?
- 2) Dem Autor nach ist die deutsche Einigung eine "riesige Herausforderung". Nehmen Sie dazu Stellung!